



Diocèse de Montpellier

COMMUNIQUE ELECTIONS MUNICIPALES 2026

Dans le contexte exigeant que nous vivons, je voudrais d'abord exprimer ma gratitude aux élus locaux, et tout particulièrement aux maires. Beaucoup d'entre eux exercent leur responsabilité avec un sens profond du service, donnant sans compter de leur temps, parfois au prix de leur vie familiale et professionnelle. Ils sont souvent en première ligne face aux tensions, aux incompréhensions, parfois aux critiques virulentes. Certains vivent un réel malaise, une fatigue morale, un sentiment de solitude. Je veux leur dire mon estime et mon soutien. Gouverner une commune, c'est porter des visages, des histoires, des souffrances, des espérances. C'est un engagement noble, exigeant, et trop rarement reconnu.

Il ne m'appartient pas de dire pour qui voter. L'Église ne se substitue ni à la conscience des citoyens ni au débat démocratique. En revanche, il lui revient de rappeler quelques repères essentiels issus de sa Doctrine sociale, non comme un programme politique, mais comme une boussole au service du bien commun.

Le bien commun n'est pas la somme des intérêts particuliers, ni le bénéfice de quelques-uns au détriment des autres. Il est ce qui permet à chaque personne et à tous de vivre dignement, de grandir en humanité, de participer à la vie sociale, économique et politique. Il suppose une attention réelle aux plus fragiles : les plus pauvres, les personnes âgées isolées, les familles éprouvées par la crise, les jeunes en quête d'avenir, les agriculteurs fragilisés, les personnes en situation de handicap, les migrants, tous ceux que la société laisse trop facilement au bord du chemin. Mais aussi à ceux qui entreprennent, qui prennent des risques et bâtissent des projets professionnels.

Dans notre département de l'Hérault, des tensions sont vives : crise viticole qui fragilise des familles enracinées depuis des générations, difficultés d'accès au logement qui pèsent sur les jeunes et les ménages modestes, précarités persistantes dans l'un des départements les plus pauvres de France, défis climatiques qui touchent nos terres, nos ressources et nos modes de vie. À cela s'ajoutent les questions de sécurité, de cohésion sociale dans une société marquée par des fractures culturelles et sociales réelles.

La Doctrine sociale de l'Église rappelle avec constance quelques principes fondamentaux :

- la dignité inaliénable de toute personne humaine, de sa conception à sa fin naturelle ;
- la solidarité, qui refuse l'indifférence et combat la loi du plus fort ;
- la subsidiarité, qui valorise les initiatives locales, la vitalité associative et la responsabilité de chacun ;
- la destination universelle des biens, qui appelle à une économie au service de

l'homme et non l'inverse, attentive aux réalités du travail, du logement et de l'accès aux ressources essentielles ;

- le respect de la création, notre maison commune, qui nous engage face au défi climatique.
- le droit de chacun d'user de ses talents pour contribuer à « une abondance profitable à tous et recueillir les justes fruits de son travail »
- la finalité de l'entreprise qui consiste à réaliser un but économique légitime (créer de la valeur, rémunérer les facteurs de production) sans négliger le développement intégral des personnes et de la société.

La démocratie suppose le débat. Elle suppose aussi le respect de l'adversaire. L'opposition politique n'est pas une guerre ; elle est une confrontation légitime de visions au service du même pays. La violence verbale, les caricatures, les procès d'intention blessent le tissu social et affaiblissent la confiance. Nous avons besoin d'une parole politique ferme, mais digne ; engagée, mais respectueuse.

J'en appelle également à la responsabilité civique. Voter n'est pas un geste anodin ; c'est un acte de participation au destin commun. S'informer, dialoguer, exercer son discernement, refuser les simplifications hâtives : tout cela fait partie de la maturité démocratique. Se désintéresser de la chose publique, c'est laisser d'autres décider à notre place.

Pour ma part, cette parole n'est pas seulement d'ordre éthique ou social. Elle prend sa source en Jésus Christ ressuscité. En Lui, Dieu n'a pas refermé l'histoire humaine ; Il l'a ouverte. La Résurrection affirme que la mort, la violence, l'injustice et le mensonge n'ont pas le dernier mot. Elle ouvre l'humanité à un horizon de vie, de relèvement, d'innovation et elle invite à entreprendre. Notre monde a besoin d'une résurrection.

Que ce temps électoral soit l'occasion d'un débat respectueux, exigeant, profondément humain. Que chaque candidat puisse s'exprimer librement, et que chaque électeur puisse voter sans haine ni exclusion. Que celles et ceux qui recevront la confiance du peuple soient soutenus, encouragés, et accompagnés dans leur mission. Gouverner, c'est servir ; servir, c'est parfois porter une croix invisible. Mais c'est aussi participer à l'édification patiente d'une société plus juste et plus fraternelle où l'espérance aura toujours droit de cité.

Montpellier, mercredi 4 mars 2026

+Norbert TURINI Archevêque de Montpellier